



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement Grand Est**

Unité départementale des Ardennes
1 Place de la Préfecture - BP 60002
08005 Charleville-Mézières Cedex

Charleville-Mézières, le 17 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EURO BENGALE ORGANISATION

Le Bochet
08390 Sauville

Références : E2 – NiM/DeF – n° 23/479
Code AIOT : 0005701179

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 de l'établissement EURO BENGALE ORGANISATION implanté IMP DU BOCHET 08390 Sauville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EURO BENGALE ORGANISATION
- IMP DU BOCHET 08390 Sauville
- Code AIOT : 0005701179
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société EURO BENGALE exploite sur son site de Sauville des installations de stockage et de manipulation d'engins pyrotechniques.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- la gestion des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/12/1991, article 10.1.1	/	Sans objet
2	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/12/1991, article 10.1.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Gestion des déchets	AP de prescriptions complémentaires du 07/07/2016, article 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite d'inspection, il n'a pas été relevé de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/1991, article 10.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Élimination des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant organisera l'élimination des différents déchets générés par l'établissement en respectant les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que les prescriptions du présent arrêté.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure pour éliminer les déchets pyrotechniques par incinération. La version indice 3 a été mise à jour le 13 février 2013. Les autres déchets (papier, plastiques, carton) sont envoyés dans les filières de valorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/1991, article 10.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des déchets
Prescription contrôlée : Dans l'attente de leur élimination, les déchets sont stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution. Des mesures seront prises afin d'éviter l'envol de déchets et pour les protéger contre la pluie si nécessaire.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant ne disposait pas de déchets pyrotechniques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : AP de prescriptions complémentaires du 07/07/2016, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Traitement des déchets
Prescription contrôlée : L'incinérateur sera utilisé uniquement pour brûler les matières actives résiduelles en provenance d'articles pyrotechniques. Aucun déchet ou produit de provenance extérieure aux activités de stockage d'artifices de l'exploitant ne sera admis dans l'incinérateur. Le responsable s'assurera que la matière active contenue dans l'emballage est déconfinée de façon à perdre ses caractéristiques explosives. L'incinération se fera par quantité maximale de 5 kg, en présence d'un responsable qui devra s'assurer que la combustion est terminée avant de quitter les lieux. Le poste d'incinération sera implanté conformément aux plans joints au dossier. Il devra être construit de façon à éviter tout envol de particules incandescentes. La zone de l'incinérateur sera maintenue dans un état de propreté permanent. Pour ce faire, un conteneur adapté recevra les cendres et résidus de la précédente incinération sous réserve que celles-ci soient complètement froides. Ces cendres seront éliminées comme déchet conformément à l'article 10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 1991.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure pour brûler les matières actives résiduelles en provenance d'articles pyrotechniques. Dans cette procédure, l'exploitant a limité la quantité maximale à 3 kg. L'exploitant tient un registre des incinérations. Les dernières quantités incinérées étaient comprises entre 400 et 600 grammes. La dernière incinération a été réalisée le 10 juin 2014. L'exploitant a précisé qu'il n'a pas eu à évacuer les cendres et résidus issus des incinérations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet